

<http://quelquesuns-amisdesgiletsjaunes.fr/spip.php?article7>



COVID : pas de confinement d'initiatives !

- Actualités -

Date de mise en ligne : dimanche 21 février 2021

Copyright © Quelquesuns-amis desgiletsjaunes - Tous droits réservés

page 1

Je tombe sur cette phrase : « avec une planification de crise... affectant potentiellement tous les habitants... il faut travailler avec la population et ses corps intermédiaires... On a fait tout le contraire. » C'est un éminent conseiller pour la recherche stratégique qui parle, en 2010 ! Après 8 mois de Covid, les mêmes phrases pourraient être prononcées. Mais de quoi s'agit-il ? D'incohérence, d'incompétence de l'État ? Ou quoi d'autre ?

L'incohérence est flagrante, mais il y a aussi le fait que le gouvernement n'a cessé de mentir, de brouiller les pistes : « les masques ne servent à rien » clamait-il pour ne pas dire tout simplement qu'il n'y en avait pas. Etc., etc. Le confinement est une décision plus révélatrice. Annoncé sur un ton martial voire belliqueux, répété (même si on ne peut s'étonner de trouver l'annonce somme toute assez simpliste, du genre « Il pleut trop fort dehors, n'allez pas chercher vos parapluies ou manteaux, restez chez vous ») il révèle la volonté de s'emparer de la question de la santé de tous de manière exclusive, sans partage, d'imposer définitivement les décisions que jusqu'alors il avait de la peine à faire respecter. Mais voilà : confronté au réel des EHPAD, il a abouti en réalité à confiner le virus avec les résidents, une catastrophe seulement limitée par le dévouement et l'inventivité du personnel. Autre confrontation au réel, celle des « nouveaux arrivants » du monde entier, ceux qu'on veut rendre invisibles parmi les invisibles et de ceux nombreux qui ont refusé de les laisser tomber. Là, pas de masque, à peine du savon et pas d'imprimante pour produire ces infantilisantes autorisations de sortie. Seules fonctionnaient les tracasseries policières et ses expulsions (pour raison « d'hygiène », mais en contradiction avec les barrières contre le virus). Et pourtant, la diffusion de l'infection a été limitée, et le blocage de toute initiative a bloqué en partie également l'administration.

page 2

Aujourd'hui, un certain recul est possible. J'avancerai quelques idées à creuser.

Premièrement, l'idée que le confinement n'est pas une mesure véritable de lutte contre l'épidémie, mais une manoeuvre étatique de prise de contrôle sur la santé.

Le « confinement » cache en réalité cette incapacité de l'État à mobiliser les initiatives de tout un chacun, des gens de métier, des industriels, de l'hôpital (le fournir en matériel adéquat). Il occulte cette décision difficilement admissible de mettre pratiquement au chômage technique les médecins libéraux toutes spécialités confondues pendant 2 mois. Les pharmacies se sont vues interdire de distribuer certains médicaments de façon arbitraire.

Deuxièmement : ce qui, malgré tout, a marché, et marche ce sont les gestes barrières, contre un virus relativement contagieux et contre lequel on n'a toujours pas de traitement, mais qui se transmet par les gouttelettes de salives lorsqu'on tousse et par les mains que l'on peut porter à la bouche. Il faut apprendre à vivre avec ces gestes barrières et les gens l'ont fait, car ils en sont capables. Ils ont en majorité conscience que c'est efficace et savent, s'ils ont confiance, apprendre à les pratiquer et adapter leurs comportements aux nécessités variables de la vie de tous les jours. La mobilisation policière par 3 fois pour évacuer des squats, des nouveaux arrivants et autres SDF dans l'Est est tout à fait révoltant contre cette partie de la population en grande détresse, mais aussi un moyen sûr de diffuser le virus un peu plus.

Les mesures de « couvre feu » qui s'annoncent collent bien avec le « nous sommes en guerre » du mois de mars, mais elles sont à juste titre vilipendées par beaucoup en termes de « santé publique ». Rien de nouveau, donc. Le dépistage, autre versant de la riposte à l'épidémie, n'est plus un problème technique ou scientifique ; il est, non pas

le démagogique « qui le veut pour être rassuré », mais de savoir qui et comment va-t-on dépister en fonction des moyens des opérateurs et de l'acceptation de la population.

Ajoutons que les cliniques privées n'ont pu se mobiliser face au covid que grâce aux liens personnels entretenus avec les collègues hospitaliers. Dans les EHPAD et les hôpitaux, c'est la mobilisation, le dévouement, l'imagination et l'initiative de tous les personnels qui ont finalement permis de faire face à la pandémie. Les infirmières ont dû bricoler avec des sacs poubelles en guise de blouse ou compter sur la bienveillance des patients pour les masques. Tout un chacun, avec toutes les marques de solidarité, innombrables et inattendues, a été actif et efficace, à côté, contre ou malgré les directives des autorités.

page 3

Que conclure de ces remarques, qui sont, je pense, partagées par beaucoup ? Sur ce point règne un silence étonnant. Et pourtant !

Cet État, ce briseur d'initiative qui déclare la guerre est très perturbant pour tout le monde. Certains ont eu tôt fait de répondre que le gouvernement « partait en guerre sans soldat ni munition ». D'autres ont dit, « nous ne sommes pas en guerre », on n'est pas en guerre contre un virus, contre le soleil, ou les inondations. Perturbante et démobilisatrice, cette mauvaise rhétorique aboutit à des comportements irrationnels. Certains sont complètement paralysés, angoissés, reclus dans un immobilisme dangereux ; d'autres, dans un excès inverse, nient la réalité de l'épidémie et vivent dans un rêve tout aussi dangereux.

L'État veut prendre la main sur tout, diriger tout, alors qu'il n'en a pas les moyens, il s'immisce dans les questions de santé comme un intrus qui s'occupe de choses qui ne le regardent qu'en partie.

La crise sanitaire covid agit comme un révélateur de cette tendance lourde à vouloir tout régenter en se méfiant des gens, ignorant ou méprisant les métiers, et la pratique au nom d'une autorité dite « scientifique » alors qu'on ignore beaucoup du Covid. On « recadre » ou on fait tonner la justice alors que « l'eau monte, et menace ».

L'épidémie a débuté alors que tout le système de santé était aux abois, les hôpitaux, en particulier les urgences, bloqués par une logique comptable de « flux tendus », tandis que pour la médecine de ville et centres de santé et de prévention on ne parlait que de désert... et là nous n'étions pas « en guerre », mais dans une situation sanitaire, microbienne calme. Alors que faire ? Je renverse la proposition : que faisons-nous ? et non pas « que fait l'État », ce qui risque de nous faire glisser rapidement vers un « mais que fait la police ». Ce renversement exige de la conviction. Les points de vues contraires sont forts. Jeanneney, un historien, dans une brochure récente « virus ennemi, discours de crise, histoire de guerre », concluait sur une « conviction restituée » : « que l'État, ce même État qui sauva la France en 1918... est seul à même, demain comme hier, de diminuer l'inégalité spontanée des chances et des sécurités ». D'autres dans une vision mercantile (et non pas privée) s'enfoncent dans la brèche : des robots, de l'informatisation à tout crin, des « big data » !

Non, si l'État ne peut tout faire, il peut garantir la possibilité de se faire soigner, cette possibilité est un bien commun, ce n'est pas une affaire de « mérite » de « performance individuelle » ni même de papier ou de carte d'identité. S'il y a un marché, il doit se soumettre à cette règle du respect du bien commun. Partout et de plus en plus se rencontrent des gens qui n'ont plus la possibilité de se faire soigner, des gens qui n'ont plus de travail, des nouveaux arrivants sur le territoire français. Et toutes ces personnes ont avec les mois et les années qui passent, les difficultés de santé de tout le monde évidemment aggravées par les conditions souvent insupportables de logement, la promiscuité, la perpétuelle angoisse du lendemain.

De même que beaucoup se mobilisent pour apporter aux nécessiteux gîte et nourriture, de même il me paraît possible que des groupes (composés conjointement de professionnels de la santé, de bénévoles et intéressés eux-mêmes)se renforcent, réfléchissent et agissent sur les moyens de résoudre les problèmes sanitaires au nom de l'accès à ce bien commun qu'est la possibilité de se faire soigner.

Peut être y aura-t-il d'autre confinement, mais il faut refuser le confinement de la pensée, se réappropriier toutes les initiatives, extrêmement nombreuses qui ont été prises. Quelles initiatives ? Identifier les problèmes médicaux, l'expérience le prouve, n'est pas l'obstacle majeur. Le plus difficile est de franchir le labyrinthe administratif, labyrinthe souvent réel et souvent lié à la peur de l'inconnu des lieux, à la méconnaissance des bons circuits. L'accès aux médicaments, au traitement, est un autre obstacle. Paradoxalement accessible quand ceux-ci sont chers, exceptionnels et inexistant quand ils peuvent résoudre simplement une difficulté quotidienne. Un autre volet, la prévention, est le parent vraiment pauvre des « laissés pour compte », car elle nécessite beaucoup d'explications et des mesures qui pour la plupart n'ont rien à voir avec le soin, ou le « care » comme on dit pour faire américain.

Des gens de partout, se sont organisés pour faire face aux problèmes sanitaires, à l'épidémie dans leur condition réelle. On peut s'engager plus dans cette direction et il est parfaitement légitime de le faire. Constituer ces groupes permet d'avancer dans une façon de penser le bien commun du soin autrement, en considérant les gens non pas comme des « patients » qui attendraient le geste sauveteur d'une autorité, mais comme des acteurs.

De tout cela, qui ne sont que des pistes, il faut débattre, une proposition est de le faire dans le cadre d'un atelier, réunissant ceux qui en décident personnellement.

Denis, le 05/01/2021